



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

PROCÈS-VERBAL N° 27

CINQUIÈME SESSION, TRENTE-HUITIÈME LÉGISLATURE

PRIÈRE

DIX HEURES

M. le *ministre* LEMIEUX propose la première lecture du projet de loi 22 — *Loi sur les fondations à la mémoire des pompiers, des agents de la paix et des travailleurs/The Firefighters, Peace Officers and Workers Memorial Foundations Act* — dont l'objet a été indiqué.

Présentation et lecture de pétitions :

M^{me} ROWAT — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que le gouvernement provincial envisage de ne pas éliminer ces postes de notre communauté (Minnedosa) et d'utiliser la technologie afin de les garder là où ils sont. (G. Elliott, R. Block, J. Jackson et autres)

M^{me} TAILLIEU — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'exhorter le ministre chargé de l'application de la *Loi sur la réglementation des alcools* à envisager de permettre aux propriétaires de Headingly Foods de vendre des boissons alcoolisées dans leur commerce, mesure qui appuierait les petites entreprises et contribuerait à la prospérité des collectivités rurales du Manitoba. (L. Grandmont, B. Wahlers, L. Major et autres)

M^{me} DRIEDGER — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que le ministre de la Santé envisage d'élaborer un plan clair et immédiat visant à corriger le manque d'urgentologues et qu'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour éviter la fermeture de l'urgence de l'Hôpital Grace. (G. Varnes, W. Green, I. A. Varnes et autres)

Conformément au paragraphe 26(1) du *Règlement*, M^{me} la *ministre* MELNICK, M^{me} ROWAT, M. le *ministre* RONDEAU, M^{me} STEFANSON et M. CALDWELL font des déclarations de député.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* SELINGER demandant à l'Assemblée d'approuver la politique budgétaire générale du gouvernement.

La motion principale fait l'objet d'une motion d'amendement proposée par M. MCFADYEN portant qu'elle soit remplacée par ce qui suit :

Que l'Assemblée déplore que le gouvernement dépose le présent budget sans tenir compte des besoins présents et futurs des Manitobains et des Manitobaines étant donné :

- a) qu'il n'a pas réussi à mettre en place un plan cohérent visant à inciter les Manitobains à rester dans la province alors que 35 000 d'entre eux ont quitté au profit des autres provinces depuis 1999;
- b) qu'il n'a pas réussi à faire du Manitoba une province prospère ni à réduire la dette et la dépendance du gouvernement néo-démocrate qui compte sur les paiements de transfert fédéraux;
- c) qu'il n'a pas su mettre en place des mesures fiscales qui visent à rendre le Manitoba compétitif face aux autres provinces;
- d) qu'il n'a pas réussi à attirer les entreprises à venir s'installer au Manitoba ni à stimuler l'activité économique et la création d'emploi alors que le Manitoba occupe le septième rang en matière de création d'emploi et qu'il affiche un retard croissant par rapport aux autres provinces;
- e) qu'il n'a pas réussi à faire face aux problèmes sérieux de criminalité comme le vol de voitures, l'activité des gangs et les crimes violents;
- f) qu'il n'a pas réussi à faire face aux problèmes chroniques du secteur de la santé, ce qui place le Manitoba au dernier rang des dix provinces dans ce secteur selon le Conference Board du Canada;
- g) qu'il n'a pas réussi à faire face à la pénurie de médecins d'urgence, laquelle handicape les hôpitaux manitobains et risque de causer la fermeture d'autres salles d'urgence;
- h) qu'il n'a pas réussi à mettre en œuvre une stratégie efficace visant à réduire l'attente pour les tests de diagnostic, les interventions chirurgicales et les rendez-vous auprès des spécialistes;
- i) qu'il n'a pas su répondre aux besoins des familles agricoles, augmenter la capacité des abattoirs, instaurer une stratégie complète en matière de biocarburants ni fournir un plan durable pour la croissance du secteur agricole et de l'économie rurale;
- j) qu'il n'a pas su mettre entièrement fin à son pillage des revenus de la société Hydro-Manitoba, ce qui a affecté la situation financière de la société d'État;
- k) qu'il ne s'est pas attaqué à la mauvaise gestion du système de protection de l'enfance, empêchant ainsi que des enfants vulnérables reçoivent les soins dont ils ont besoin;
- l) qu'il n'a pas réussi à s'engager dans un processus scientifique et longuement attendu afin de nettoyer le lac Winnipeg, contrairement à la promesse du premier ministre qui a déclaré que l'environnement était la plus grande priorité de son gouvernement;
- m) qu'il n'a pas su reconnaître que son manque d'action en matière d'environnement a causé une augmentation de 480 000 tonnes des émissions de gaz à effet de serre entre 2004 et 2005, ce qui constitue l'augmentation la plus élevée au Canada en termes de pourcentage;
- n) qu'il n'est pas parvenu à réaliser un progrès significatif afin de garantir la force et la compétitivité de nos institutions postsecondaires;
- o) qu'il n'a pas fourni de renseignements clairs sur la campagne publicitaire « un Manitoba vibrant d'énergie », laquelle est le sujet d'une des nombreuses enquêtes du vérificateur général à l'endroit du gouvernement néo-démocrate;
- p) qu'il n'a pas réussi à être redevable aux Manitobains pour les coûts supplémentaires liés au projet d'expansion du canal de dérivation et à la construction de la tour à bureaux d'Hydro-Manitoba,

et que le gouvernement ait, de ce fait, perdu la confiance de l'Assemblée et de la population du Manitoba.

La motion d'amendement fait l'objet d'une motion de sous-amendement proposée par M. GERARD portant qu'elle soit remplacée par ce qui suit :

Que l'Assemblée déplore également que, par le présent budget, le gouvernement ne tient pas compte des besoins présents et futurs des Manitobains et des Manitobaines étant donné :

- q) qu'il n'a pas su reconnaître que la province a besoin de travailler d'égal à égal avec les Premières nations et les communautés métisses du Manitoba afin de répondre à leurs besoins importants, notamment dans les secteurs de l'habitation, de l'alimentation et du bien-être, en prenant des mesures directes au niveau provincial et en demandant au gouvernement fédéral de reconnaître ses torts;
- r) qu'il n'a pas réussi à prendre des mesures appropriées visant à protéger les enfants qui sont sous la tutelle des Services à l'enfant et à la famille et à s'assurer que ces enfants ne se trouvent pas dans des situations à risque lorsqu'ils cessent de recevoir des soins;
- s) qu'il n'a pas réussi à élaborer de stratégie efficace visant à enrayer la pauvreté chez les enfants;
- t) qu'il n'a pas reconnu légalement le droit des Manitobains d'obtenir en temps utile des services de santé de qualité;
- u) qu'il n'a pas présenté une approche appropriée visant à réduire les niveaux de phosphore et la prolifération des algues dans le lac Winnipeg;
- v) qu'il n'a pas réussi à fournir un plan quinquennal approprié et les ressources nécessaires pour combler les besoins des Manitobains en matière de garderies;
- w) qu'il n'a pas suffisamment financé le Conseil manitobain de la recherche en matière de santé; principal organisme responsable du financement pour la recherche dans le domaine de santé;
- x) qu'il n'a pas proposé de vision pour les collectivités rurales et les familles agricoles à l'extérieur de Winnipeg;
- y) qu'il n'a pas réussi à fournir le financement approprié aux bibliothèques manitobaines alors que ces dernières jouent un rôle primordial dans la lutte contre l'analphabétisme dans notre province;
- z) qu'il n'a pas offert un soutien appropriée aux municipalités ainsi qu'aux petites exploitations agricoles pour mettre fin à l'épandage hivernal des déjections de bétail et des biosolides humains;
- aa) qu'il n'a pas réussi à faire des transports en commun rapides une priorité à Winnipeg;
- bb) qu'il n'a pas réussi à imposer une taxe sur l'environnement pour les engrais cosmétiques contenant du phosphore, lesquels continuent d'aggraver la prolifération des algues dans le lac Winnipeg.

Vendredi 13 avril 2007

Le débat se poursuit sur le sous-amendement.

M^{me} TAILLIEU, M. le *ministre* SMITH et M. REIMER interviennent. M. NEVAKSHONOFF exerce son droit de parole jusqu'à 12 h 30 et le conserve pour la reprise du débat.

La séance est levée à 12 h 30, et l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi prochain, 13 h 30.

Le président,

George HICKES